

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres *National Ouvert en procédure d'urgence* N° 000001 bis/AONO/
MINTSS/CIPM/2025 du 11 JUIL 2025 pour la réalisation de l'étude de faisabilité de
mise en place de la Caisse Nationale des Personnels de l'Etat.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration de la couverture du système de sécurité sociale, l'Etat du Cameroun a mis en œuvre la réforme de son système de sécurité sociale qui prévoit la mise en place de nouvelles structures favorisant une gestion rigoureuse et optimale dudit système *notamment en la réalisation de l'étude de faisabilité de mise en place de la Caisse Nationale des Personnels de l'Etat (CNPE).*

2. Consistance des Prestations

La consistance des prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du DAO.

Les Prestations comprennent notamment :

1- La phase préparatoire :

Elle portera sur les points suivants :

- L'élaboration des Termes de Références ;
- L'organisation des réunions préparatoires à la réalisation de l'étude entre les principales parties prenantes (MINTSS, MINFI et MINFOPRA) ;
- La réunion de démarrage.

2- La phase d'exécution :

Elle portera sur les points suivants :

- La séance de suivi des travaux du Consultant ;
- L'organisation de l'atelier tripartite de validation de l'étude ;
- La rédaction du rapport de l'étude ;
- La soumission du rapport de l'atelier au Premier Ministre.

3. Tranches/Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Quarante millions (40.000.000) F CFA Toutes taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de *Trois (03)* mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux cabinets d'études installés au Cameroun ayant

une expérience avérée dans le domaine de l'actuariat.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de *fonctionnement* de l'exercice 2025.

Sur la ligne d'imputation budgétaire N°59-41-017-02-330003-361309.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, daté, signé et acquitté à la main, accompagné du reçu de dépôt délivré par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDEC) et dont le montant s'élève à 800.000 (huit cent milles) F CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINTSS, porte 111, Téléphone 222 23 05 60 dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Service des Marchés Publics du MINTSS, porte 111, Téléphone 222 23 05 60 dès publication du présent Avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de 80.000 (Quatre-vingt milles) F CFA payable au Trésor public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le 12/08/2025 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-après dans les délais impartis.

"Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° 000001 bis/AONO/

MINTSS/CIPM/2025 du 11/07/2025 pour la réalisation de l'étude de faisabilité de mise en place de la Caisse Nationale des Personnels de l'Etat

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement."

○ **Taille et format des fichiers**

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le 12/08/2025 à 14 heures précises par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de

Conférences sis au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

L'ouverture des offres financières se fera dans un second temps après adoption du rapport d'analyse des offres administratives et techniques.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 75% seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- Absence du cautionnement de soumission datée, acquittée à la main accompagnée du récépissé de dépôt en numéraire du montant correspondant délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC) à l'ouverture des plis ;
- Absence au-delà de 48 heures du récépissé de consignation émis par la Caisse de Dépôt et de Consignation ;
- Non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique inférieure à 75 points sur 100 ;
- Non validation d'au moins 6/7 critères essentiels ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois (03) dernières années ;
- Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Absence du CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé » ;

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- Présentation générale de l'offre ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
- Plan de travail et la méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- Qualification et compétence des experts ;
- Solvabilité et capacité financière ;
- Le matériel nécessaire ;
- Preuves d'acceptation des conditions de la Lettre-Commande.

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Nombre maximum de lots :

Les prestations objet du présent Appel d'Offres ne sont pas alloties.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par les soumissionnaires aux heures ouvrables au service des marchés, porte 111 du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, téléphone 222 23 05 60 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> par les prestataires.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, Ou le cabinet du MINTSS au 222 23 00 04.

Yaoundé, le 1^{er} JUIL 2025

Copies:

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage
- Président CIPM/MINTSS
- Affichage/chronol/Archives



Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale

Grégoire OWONA

OPEN INVITATION TO TENDER

Open National Invitation to Tender in procedure of urgency
No. 0001 bis/AONO/MINTSS/CIPM/2025 MINTSS/CIPM/2025 of
1 JUL 2025 for the feasibility study relating to set up the National Fund for State Employees.

1. Purpose of this Invitation to Tender

As part of its efforts to improve the coverage of the social security system, the State of Cameroon has implemented a reform of its social security system, which includes the setting up of new entities to ensure rigorous and optimal management of the system, in particular by carrying out a feasibility study to set up the National Fund for State Employees (NFSE).

2. Nature of Provisions

The nature of these provisions is detailed in the Terms of Reference (ToR) of the RFP.

The Provisions include notably:

1- The Preparatory Phase:

It will cover the following aspects:

- Preparing the Terms of Reference
- The organisation of preparatory meetings to carry out the study between the main stakeholders (MINTSS, MINFI and MINFOPRA);
- The kick-off meeting.

2- The execution phase:

It will cover the following aspects:

- Follow-up session on the Consultant's work;
- Organising the tripartite workshop to validate the study;
- Drafting the study report;
- Submitting the workshop report to the Prime Minister

3. Tranches/Allotment

This contract is not allotted.

4. Estimated Cost

The estimated cost upon completion of prior studies amounts to CFA F. forty million (40,000,000), all taxes included

5. Estimated Delivery Period

The maximum time limit provided by the Project Owner or the Delegated Project Owner for the completion of the above-mentioned provisions is of *Three (03)* calendar months.

This period runs from the date the Service Order is notified for the commencement of works

6. Participation and Origin

Participation in this invitation to tender is open to all study offices operating in Cameroon with a proven experience in the actuarial field.

7. Funding

Provisions of this Open National Invitation to Tender shall be financed by the 2025 operating Budget Under the budgetary charge No.59-41-017-02-330003-361309.

8. Submission method

This Consultation shall be submitted online.

9. Bid Bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond, dated, signed and paid in cash, accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and amounting to 800,000 (eight hundred thousand) CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids. Failure to provide a bid bond issued by a first class bank or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts will result in the outright rejection of tender. A bid bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be deemed absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The tender File can be consulted during working hours at the Public Contract Services of MINTSS, Room 111, Telephone 222 23 05 60 as from the publication of this invitation.

It can also be consulted online through the COLEPS platform at the following addressees <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP Website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the Tender File can be obtained from the Public Contracts Service of MINTSS, Room 111, Telephone: 222 23 05 60 as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable amount of eighty thousand (80,000) F CFA, representing the purchase price of the Tender File payable to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the soft copy of the DAO by downloading it free of charge from the above addresses. However, submission by physical or electronic means is subject to payment of the DAO purchase fee.

12. Submission of Bids

Each Bid shall be drafted in English or French.

- For online submission, the tender must be transmitted by the tenderer on the COLEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the Project Owner no later than 42/08/2025 at 1:00 pm prompt, local time. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy", in addition to the above mention, within the prescribed time limit.

*"Open National Invitation to Tender No. 000001 bis/AONO/ MINTSS/CIPM/2025 of
14/07/2025 for the feasibility study relating to set up the National Fund for State Employees
To be opened only during the bid-opening session."*

o File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will be allowed through the platform and thereby constituting the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the financial Offer.

The formats allowed are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures

Applicants must use zipped software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer shall be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following documents shall be declared inadmissible by the Project owner:

- envelopes bearing details of the identity of bidders,
- bids submitted after the deadline.
- envelopes without an indication of the identity of the Invitation to tender;
- Envelopes non-compliant with the submission template
- Failure to comply with the number of copies indicated in the CPR or offer only in copies;

Any bid not meeting the requirements provided in this Invitation and of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the Bid Bond issued by a first-class institution or bank approved by the Ministry of Finances to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with templates of the Consultation file will lead to the outright rejection of the bid with no possible appeal. A bid bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be deemed absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

In the case of a restricted invitation to tender (opening in 02 stages): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial offer required, the tenderer is required to submit one copy of this financial offer in a sealed envelope to be used as a witness offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this witness bid will result in the inadmissibility of the bid of the bidder concerned, as soon as the bids are opened by the Tender Board.

14. Opening of Bids

The opening of Bids shall take place in two phases,

The opening of administrative files and technical bids shall take place on the 16/08/2025 at 2:00 pm prompt, local time by the Tender Board of the Project Owner in the Conference Hall of the Ministry of Labour and Social Security.

The opening of financial bids will take place at a later stage, following the approval of the report analyzing the administrative and technical bids.

Only the financial bids of tenderers having obtained a technical score of 75% shall be opened by the same Tender Board and in the same room at a later date after the results of the technical evaluation have been published.

Only bidders or one of their duly mandated representatives shall be called upon to attend that ceremony, even for Group of enterprises.

For the file not to be rejected, required administrative documents shall be duly provided in originals or in certified true copies signed by the competent service or authorities, in accordance with Specific Rules and Regulations laid down by this invitation notice. They shall not be older than three (03) months as from the original deadline of the submission of bids or shall not be established after the effective and closing date of this invitation notice.

If any administrative document is missing or is not compliant during the bid-opening session, after a period of 48 hours granted by the Board, the bid will be declared inadmissible.

15. Evaluation criteria

15.1 Elimination - Criteria

The elimination criteria set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation following the essential criteria. They must not be marked. Failure to comply with any of these criteria will result in the bidder's offer being rejected.

These include notably:

- Absence of date Bid Bond, paid by hand, accompanied by the cash deposit receipt for the corresponding amount issued by the CDEC during the bid-opening session ;
- Absence for more than 48 hours of the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund;
- The Non-submission beyond 48h following the bid-session of one administrative file deemed non-compliant or absent during the opening session (except the bid bond).
- False declarations, fraudulent manoeuvres or falsified documents;
- Technical score less than 75 marks over 100;
- Failure to validate at least 6/7 essential criteria;
- Absence of a sworn declaration attesting of the non-abandonment of any contract during the last three (03) years;
- Non-compliance with the tender file format for online submissions;
- The absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE);
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed declaration to comply with environmental and social clauses;
- Absence of the CCAP initialled on each page and signed with the mention "read and approved"

15.2- Essential Criteria

The technical bids shall be evaluated out of one hundred (100) points according to the following essential

criteria:

- The general presentation of the bid;
- Reference of the tenderer in the execution similar provisions;
- The proposed methodology in line with the ToR ;
- Qualification and competence of experts;
- Solvency and financial capacity;
- Equipment required ;
- Proof of acceptance of the conditions of the order letter.

N.B: Any public official listed among the staff of a tenderer who has not presented all the documents likely to justify that he or she has released from the Public Administration will be considered invalid.

16. Awarding of the Contract

The project owner shall award the contract to the bidder selected to offer the bid with the lowest cost by combining both technical and financial criteria.

17. Maximum Number of Lots:

Provisions covered by this tender are not allotted.

18. Validity of Bids

Bidders shall remain bound to their bids during ninety (90) days as from the initial deadline prescribed for the submission of bids.

19. Additional Information

Additional Information can be obtained from the Public Contract Service of the Ministry of Labour and Social Security , Room 111 and Telephone 222 23 05 60 during working hours, or online via the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> by bidders.

20. Fighting against corruption or malpractices

To report any corruption practices, facts or acts, please do call CONAC on 1517, the Public Contract Board (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, or MINTSS Cabinet via 222 23 00 04.

Yaounde, on 11 JUIL 2025



Minister of Labour and Social Security

Grégoire OWONA

Copies:

- MINMAP
- ARMP (For publication and archiving purposes)
- Project Owner
- The Chair of the MINTSS TENDER BOARD
- Posting/chrono/Archives